



**ATTENTION DANGER!** le grand patronat et le gouvernement veulent nous faire pleurer sur la crise financière.

En réalité il s'agit d'obtenir l'expression de notre chagrin mais plus pour nous faire admettre la dégradation de notre situation de salarié.

En réalité les dirigeants patronaux et les libéraux veulent faire payer l'addition à la masse des travailleurs et des populations.

En ce sens, leur communication, leur management agressif ont pour objectif que les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, les citoyens soient résignés et acceptent la situation.



Rien ne serait pire que le renoncement, de laisser les mains libres au gouvernement, aux directions d'entreprises. Ces situations renforcent la légitimité du combat syndical.

Obtenir que l'argent soit investi dans les salaires, la reconnaissance des qualifications, les conditions de travail, la protection sociale, les services publics, la retraite et l'emploi ainsi que dans la recherche et l'innovation, c'est en réalité retirer les moyens aux spéculateurs.

D'ailleurs, la crise financière et bancaire le prouve, c'est un enchaînement de faillites de tous les réseaux de la haute finance qui s'écroule, car il ne repose pas sur la valeur du travail.

Il est urgent de poursuivre et d'élever encore les mobilisations pour porter et gagner d'autres choix que la politique du tout financier mise en oeuvre par le Gouvernement et les directions d'entreprises.

Ces choix accentuent les pressions sur les salariés, leurs droits, leurs conditions sociales et ceci dans l'unique but de rémunérer encore plus les actionnaires.

**Les vraies richesses, c'est avant tout celles créées par le travail humain.  
Ce n'est pas un discours humaniste mais tout simplement réaliste.**

**Les salariés ne sont pas responsables de la crise.**

**Ils ne doivent pas en être les victimes.**

**SALAIRES, EMPLOI, CONDITIONS DE TRAVAIL,  
RETRAITE, PROTECTION SOCIALE...**

**sur tous les fronts, les revendications doivent  
peser plus lourd que les exigences des actionnaires.**

La privatisation des richesses créées par les salariés, pour les actionnaires et la nationalisation des pertes financières des banques à l'aide de centaines de milliards d'€uros, confirme comme jamais, que « les caisses » ne sont pas si vides.

**SARKOSY** a affirmé doctement qu'il n'avait avec son gouvernement fait aucune erreur de gestion de la crise.

Eh bien si, il y a erreur d'aiguillage !

La crise existe de par les choix de gestion dans les entreprises et les mesures prises depuis fin 2008 aggravant encore plus la situation.

360 milliards + 26 milliards d'€uros pour les banques et les entreprises,  
**RIEN POUR LES EMPLOIS.**

## LES VERITES DES CHIFFRES

La part des salaires et cotisations dans la valeur ajoutée des Entreprises est passée de 74,2% en 1982 à 65,1% en 2007

50% de salariés Français touchent moins de 1555€ net

50% des femmes touchent moins de 1429€ net  
(Source INSEE)

54,2 milliards d'€uros  
C'est le gain des Actionnaires du CAC 40 en 2008 (dividendes+ rachats d'actions)

Depuis 30 ans, 11 points du PIB national sont allés dans les poches des actionnaires et des propriétaires.

En 2008, c'est donc pratiquement 200 milliards d'€uros qui n'ont pas été versés aux salaires et cotisations sociales

En 2008, 32 milliards d'€uros d'exonérations ont ainsi été accordés aux entreprises sans quasiment aucune contrepartie pour l'augmentation des salaires.

Depuis 1993, le montant de ces exonérations a été multiplié par 10.

### REPARTITION DES PROFITS APRES IMPOTS

De 34% à 40%  
distribués aux actionnaires

7%  
vont aux salariés via la participation ou l'intéressement

53% à 59%  
restent à l'entreprise

De 1997 à 2007  
+ 270% de Dividendes  
+59% de Masse Salariale

Les patrons du CAC 40 ont quant à eux augmenté leur salaire de 58% l'an passé.

Leurs revenus totaux s'élèveraient à 161 millions d'€uros en 2007, contre 102 millions d'€uros en 2006.

Cela correspond à plus de 10 000 années de Smic.

Payer des millions de salariés au Smic et jusqu'à 1,6 le Smic est très profitable pour le patronat.

Toutes les enquêtes d'opinions et les études économiques sont unanimes:

Le pouvoir d'achat des salaires reculent et les qualifications ne sont pas prises en compte, malgré les profits et les exonérations de cotisations sociales.

**Ensemble, donnons-nous la force de gagner !**

En attendant, dans notre département, la note est lourde pour les salariés de **L'INDUSTRIE** :

**26 073 demandeurs d'emplois dans la Loire, 1 682 pour le seul mois de janvier, soit 4,3 % de plus !**

La casse continue, les licenciements s'amplifient, la liste s'allonge de jour en jour :

**8 chez AMI, 10 chez TVE, 13 chez JALLA, 7 chez DEVERNOIS, 133 chez MANITOWOC, 20 chez GERMACA, plus d'une centaine dans le textile depuis le début de l'année, des dizaines dans le commerce... Sans compter les entretiens préalables en vu d'un licenciement qui ne cessent d'augmenter.**

**Du chômage partiel dans de nombreuses entreprises SAMRO, MANITOWOC, MICHELIN, ASD, PROMENS, CLAIRET, BGM, TAL...**

#### La SNCF à Roanne ce sont :

- Des trains de plus en plus en retard (quand ils ne sont pas supprimés par manque de matériel) et de plus en plus bondés aux heures de pointe.
- Une gare qui n'en finit pas d'être en réfection avec des désagréments sans fin pour les usagers (salle d'attente, guichets, passerelle ...).
- Une offre de service en diminution constante (vente, informations, accueil ...).
- Un accès routier des plus chaotiques.
- Le Fret toujours au point mort malgré les promesses du Grenelle de l'environnement.

Bref, un service public qui se dégrade au rythme des injonctions européennes et des différentes restructurations avec leurs inévitables lots de suppressions d'emplois.

Quand les cheminots revendiquent, c'est aussi pour vos conditions d'accueil, de transport, de confort et de sécurité.

#### NEXTER ROANNE

Les salariés ont perdu 12 jours de RTT et six jours de congés, les équipes ne disposent plus de l'horaire variable et des acquis en matière de congés ont été supprimés.

Courant 2009, l'emploi sera durement touché puisque NEXTER veut supprimer, à terme, tous ses emplois intérimaires, le prétexte étant le transfert de personnels en interne.

Le premier trimestre 2009 sera aussi la discussion parlementaire autour de la Loi de Programmation Militaire (LPM) sur fond de livre blanc, avec l'impact qu'aura l'application de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et ses suppressions de 54 000 emplois sur le territoire national.

Notons que l'ESCAT de Roanne est concerné par cette restructuration.

#### HOPITAL RADIOTHERAPIE

Personne ne comprendrait qu'au moment où il est question de priorité nationale à la lutte contre le cancer, que les malades du Roannais perdent leur service de proximité et doivent faire plus de 100 kms pour être soignés.

Fatigue, angoisse, attente plus longue seraient des facteurs aggravant pour cette terrible maladie.

N'oublions pas que ce sont les Roannais qui ont financé la création de ce service.

comment peut-on fermer un tel service après les derniers investissements réalisés.

Oui, il faut le maintien de cette spécialité, ici à Roanne.

#### AFPA

Il faut conseiller, orienter, accompagner, former, valider les acquis de l'expérience, certifier et qualifier un nombre sans précédent de personnes.

Les besoins pour la formation professionnelle sont immédiats. Ils vont vite devenir considérables.

Que fait la direction générale pendant ce temps-là ?

Et que fait le gouvernement de Sarkozy ?

Que font-ils pour que rapidement l'AFPA soit en mesure de faire face ?

Est-ce qu'ils préparent l'AFPA à ce qui va arriver ?

Non, ils accélèrent sa casse et son démantèlement!

#### HOPITAL « LOI HOPITAL PATIENT SANTE TERRITOIRE »

**20 000 suppressions d'emplois** minimum sont exigées, imposées aujourd'hui sur toute la France dans le cadre du plan de retour à l'équilibre dit budgétaire.

Elle préconise « l'hôpital-entreprise », soumis à la logique du marché, et dirigé par un directeur aux pouvoirs étendus : des milliers d'emplois sont menacés pour parvenir à l'équilibre budgétaire forcé des établissements.

Elle livre l'accès aux soins à une culture de la rentabilité et de la marchandisation de la santé : les groupements de coopération sanitaire restructureront l'hôpital public au profit du secteur privé.

Elle n'apporte aucune réponse concrète à l'inégale répartition des professionnels de santé sur le territoire tout en fragilisant la situation statutaire des praticiens hospitaliers dans le public.

Elle ouvre la possibilité de privatiser les missions de service public sur un territoire de santé.

## EDUCATION NATIONALE

Dans le domaine de l'éducation, malgré la puissance de la grève, aucune réponse nouvelle n'a été apportée aux revendications.

Le Président de la République a au contraire maintenu intégralement les milliers suppressions de postes et les orientations contestées de sa politique et a caricaturé à la fois les revendications et la réalité, qu'il s'agisse de l'Université et de la Recherche ou des moyens consacrés à l'éducation.

## FONCTION PUBLIQUE

Aucune des revendications des personnels n'a été prise en compte.

Au contraire le président de la République a cherché à « opposer public et privé », affirment les syndicats de la Fonction publique qui ont notamment demandé un "moratoire" des 30.000 suppressions d'emplois prévues en 2009 dans le cadre de la réforme de l'État (RGPP) et une revalorisation "significative" du point d'indice, base de calcul des salaires des fonctionnaires.

## SECURITE SOCIALE

Comment ne rien craindre d'une fusion qui ne sera qu'une étape à une régionalisation, comme initialement prévue dans le plan Juppé? N'oublions pas tous les précédents: France Télécom, la DDE, EDF-GDF, La Poste, L'ASSEDIC, qui, pour certains, ont été conduits à la privatisation.

Dans ce contexte, on peut se poser bien des questions ! La fusion des caisses, pour quels résultats ?

Nous exigeons des moyens supplémentaires afin d'apporter des réponses efficaces aux besoins de santé des assurés sociaux dans l'esprit de solidarité qui a conduit à sa création.

Dans ce contexte, on peut se poser bien des questions ! La fusion des caisses, pour quels résultats ?

Sera-t-on mieux remboursé ? Sera-t-on mieux accueilli ? Sera-t-on mieux soigné ?

Sera-t-on mieux informé ? Sera-t-on mieux pris en charge (accompagné) ?

Y aura-t-il plus de proximité ? Y aura-t-il plus de prévention ? Faudra-t-il un jour se rendre chez le marchand de journaux pour se faire rembourser ou déposer un dossier ?

Le bon sens dit que l'union fait la force. Pour être vraiment entendus, le 19 mars 2009, pour franchir un cap, amplifions la mobilisation !

C'est le rendez-vous de tous, pour tous !

Les salariés qui se sont mobilisés comme celles et ceux qui ont soutenu le mouvement du 29 janvier, ou qui ont engagé l'action sur leur lieu de travail.

C'est le rendez-vous des retraités qui agissent pour une vie digne.

C'est celui des jeunes étudiants-salariés, précaires, exclus qui veulent un autre avenir.

Des millions de salariés en France, des milliers sur le Roannais doivent se mobiliser le 19 mars 2009 à partir de leurs réalités et exigences quotidiennes.

Dans un contexte particulier et dramatique, marqué par des politiques de régressions économiques et sociales, les salariés doivent se mobiliser dans les manifestations et l'action pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, les services publics.

***Le 19 mars, MOBILISONS-NOUS à 100% !***  
***RASSEMBLEMENT à 9h30 heures devant l'usine pour une AG***

***Et participons au rassemblement à 10h30 à la bourse du travail***

***Avec manifestation jusqu'à la mairie de roanne***

***Arrêts de Travail : le 19 mars 2009***    ***Equipe A : 2 heures en fin de poste ou 4 heures ou 8 heures***  
***Equipe B : 2 heures en fin de poste ou 4 heures ou 8 heures***  
***Equipe C : 2 heures en fin de poste ou 4 heures ou 8 heures***